

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-schizophrenie-latinoamericaine>

La schizophrénie latinoaméricaine.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 26 décembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

D'un côté, dans les milieux académiques, tandis que les réactions des gouvernements, à commencer par celui de Washington, devant la crise mondiale montrent même aux aveugles le rôle de classe de l'appareil étatique et exposent avec une lumière crue le caractère de classe de leurs politiques destinées à sauver les capitalistes, il y a ceux qui, imperturbables, continuent de polluer les cerveaux de leurs élèves malheureux avec les élucubrations de Toni Negri sur la disparition des classes et les États ou celles d'Ernesto Laclau sur le "populisme" en dehors des relations de classe et de l'histoire, ou avec les conférences sur combien est nocif le vice de la politique et nuisible ce qui peut résulter du fait d'essayer de prendre le pouvoir à ceux qui l'utilisent pour en finir avec nous tous et, en plus, avec la planète.

D'un autre côté, sur le terrain des gouvernements qualifiés de « progressistes », des avancées très importantes ont lieu, comme l'appel à la réunion de l'Unasur avec Cuba et les pays caribéens mais sans les États-Unis ni le Canada (ni Uribe et Alan García, les toutous de Bush), ou l'intégration de Cuba dans le Groupe de Río, brisant la quarantaine diplomatique de 46 ans, et la plainte unanime contre le blocus étasunien de Cuba (que Cristina Fernández cassera symboliquement avec sa visite à La Havane le mois prochain). Il y a également des déclarations fortes et importantes sur la nécessité de réformer l'ONU ou il y a ceux qui défendent la position équatorienne sur le non paiement de la dette illégitime ou qui formulent des critiques dures envers le capital financier qui a précipité le monde vers la crise. Mais, pendant ce temps, non seulement ils continuent à travailler en ordre dispersé et chaque pays soigne son petit potager, mais aussi maintient une attitude fratricide, comme celle de Montevideo qui continue de mettre son veto à la candidature de l'ex-président argentin Néstor Kirchner au secrétariat général d'Unasur.

En plus : les mesures économiques anticrises sont conservatrices, erronées, inefficaces et très semblables à celles qu'ont pris, portés par la panique, les grands pays impérialistes. Par exemple, l'Argentine subventionne les entreprises du secteur automobile (qui ont perdu la moitié de leur marché dans le Mercosur) pour qu'elles ne mettent pas des ouvriers à la porte. Mais la politique des filiales à l'étranger de la Général Motors, Ford, Fiat, Renault et autres est dictée par ce qui se passe dans leur pays d'origine et par conséquent, les fermetures et arrêts de travail ne cesseront pas, de même qu'une allocation étatique ne pourra pas compenser la perte de la moitié du marché ni provoquer, dans des temps de crise, l'achat de nouvelles voitures.

Par exemple : on donne de l'argent « étatique » (en réalité, l'argent des retraités) aux banques - qui sont en majorité étrangères - pour qu'elles donnent des crédits hypothécaires et à la consommation. En même temps, on augmente les impôts des salariés qui gagnent plus de 2.500 dollars par mois mais en revanche, on ne touche pas à la TVA, pas même sur les médicaments et les produits de première nécessité, et on donne à tous les retraités, en une seule fois, 65 dollars pour les achats de fin d'année. C'est à dire, une capacité d'achat est donnée à ceux qui ont le plus et non à ceux qui en ont réellement besoin et aucunes mesures ne sont pas prises contre le chômage partiel et les licenciements qui commencent à être massifs (et qui requièrent de défendre l'emploi c'est-à-dire les revenus c'est-à-dire le marché interne). En ce qui concerne le plan d'investissements massifs dans des travaux publics, hormis que 80% de celui-ci était déjà en marche, il pourrait effectivement créer les centaines de milliers de postes de travail (environ 330.000, selon les calculs les plus optimistes) mais au risque de renforcer la dépendance actuelle vis-à-vis du pétrole, du gaz et du transport par des autoroutes et dans des camions fabriqués par des multinationales [étrangères]. Autant dans l'univers académique que dans les gouvernements il y a une incapacité manifeste de voir la réalité en face et de se débarrasser des oeillères idéologiques du capitalisme qui les aveuglent.

Cependant, si les usines automobiles ferment, il est possible de les occuper et de maintenir la production et l'État peut financer le changement de la production d'autos individuelles pour fabriquer des véhicules utilitaires et du matériel agricole à bas coût et promouvoir le transport public, de la même façon que, au lieu de subventionner les groupes pétroliers étrangers, il est possible de développer l'énergie éolienne de la Patagonie ou l'utilisation des marées patagoniques (il y a des études à ce sujet depuis presque quatre-vingts ans, qui ont été sabotées par les compagnies électriques privées). Et s'il s'agit de faire un plan anticrise : pourquoi ne pas organiser des consultations,

avec les populations rurales et urbaines et des spécialistes universitaires, sur les priorités et la faisabilité et le coût des projets qu'ils présentent, pour formuler un Plan National de Développement, au lieu de laisser tout à la grâce de l'improvisation des technocrates et des aventuriers et des corrompus qui infestent le système supposé de contrôle public des dépenses ?

Si, pour faire face à la crise et, encore plus, à ce qui pourrait arriver dans les prochaines années, on continue à dépendre du libre marché mondial pour déterminer que ce que produiront les campagnes argentines et du pari que la Chine ne produira pas de soja et continuera à l'importer, le pays, aussi riche ou aussi grand producteur d'aliments qu'il soit, sera dans les mains d'une poignée de grands exportateurs de grains, d'un marché de producteurs ruraux semblable à une roulette, il ne maîtrisera même pas sa sécurité alimentaire et dans les villes pourraient même éclater des famines et des révoltes : la marche populaire ouvrière de Buenos Aires du 12 décembre n'était pas faite « Contre la faim » par hasard. Financer les banques et les grandes entreprises et les supermarchés (tous, par-dessus le marché, aux multinationales), comme le montre l'exemple étasunien, équivaut à jeter de l'argent dans les toilettes parce que les uns et les autres continueront de jeter dehors leurs travailleurs si on leur permet et s'il n'y a pas de travail garanti et un futur prévisible, personne ne dépense pour des choses superflues. Ce qui est réaliste, en revanche, est d'investir dans un développement alternatif, non orienté vers le lucre capitaliste et de donner la parole à ceux qui, les « progressistes », considèrent seulement les buts des politiques ministérielles.

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi.

[La Jornada](#) . Mexique, le 21 décembre 2008.